ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 31.281/2

DE LA SECTION DE LEGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 12 février 2001, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "portant exécution des articles 13, 27, alinéas, 2 et 5 et 53 de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police et portant d'autres dispositions transitoires diverses, a donné le 15 février 2001 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES 31.281/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 12 februari 2001 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van de artikelen 13, 27, tweede en vijfde lid en 53 van de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten en houdende diverse andere overgangsbepalingen", heeft op 15 februari 2001 het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

> "(l'urgence est motivée) ... door het feit dat op 1 januari 2001 de structuur van de nieuwe federale politie in werking werd gesteld en dat op 1 april 2001 de regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten in werking treedt; dat het bijgevolg vanaf 1 januari 2001 noodzakelijk is om de thans geldende rechtspositieregelingen te laten toepassen door de overheden, diensten en instanties van de nieuwe structuur; dat het tevens van belang is het ogenblik te bepalen waarop de verschillende procedures rechtsgeldig in uitvoering zijn gebracht om deze verder te kunnen zetten tijdens en na die overgangsperiode; dat de bevoegde overheden moeten gekend zijn om rechtsgeldig in deze overgangsperiode de vereiste schikkingen te kunnen treffen; dat, ingeval dit niet onmiddellijk geschiedt, er een juridisch vacuüm zou ontstaan inzake de rechtspositie van de betrokken personeelsleden en de continuïteit van de werking van de dienst gevaar zou lopen; dat deze ontwerp-tekst tevens voorziet in een overgangsregeling voor sommige wervingen met als spildatum 1 februari 2001; dat dit ontwerp ten slotte bepalingen omvat die de rechtsgeldigheid van het politie-optreden zonder verder uitstel moeten waarborgen ..."

*

* *

Le Conseil d'Etat, section de législation, se limite, conformément à l'article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, à examiner le fondement

juridique, la compétence de l'auteur de l'acte ainsi que l'accomplissement des formalités prescrites.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations qui suivent.

*

* *

I. Formalités préalables

1. Au dossier transmis au Conseil d'Etat, a été joint un protocole de négociation syndicale des services de police portant le n° 18 et daté du 5 juillet 2000.

Or, ce protocole concerne différentes normes touchant au statut des membres de la police fédérale mais ne vise pas directement l'arrêté en projet.

Interrogé à ce sujet, l'officier délégué a expliqué que le protocole relatif à l'arrêté en projet et portant le n° 35, n'était pas encore signé par les différentes organisations syndicales concernées.

Le protocole n° 35/1 du Comité de négociation pour les services de police, daté du 15 février 2000, a été transmis au Conseil d'Etat le 14 février 2001.

Par ailleurs, le projet entend mettre en oeuvre plusieurs dispositions de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police. Or, ces dispositions - c'est-à-dire les articles 13, 27, alinéas 2 et 5, et 53 de ladite loi - exigent une délibération en Conseil des ministres.

Cette délibération ne figurait pas non plus au dossier au moment de sa transmission au Conseil d'Etat. Le document a été transmis à l'auditeur rapporteur le 13 février 2001.

Lorsque le Conseil d'Etat est saisi d'une demande d'avis dans un délai aussi bref, il appartient à l'auteur du projet de veiller à lui communiquer un dossier strictement en état.

II. Fondement légal

Observation préalable

Dans le bref délai imparti au Conseil d'Etat pour rendre son avis, il n'a pas été possible d'obtenir des explications sur la portée d'un certain nombre d'articles. Il en va ainsi, notamment, des articles 12, 14, 19, 21, § 1er, alinéa 2, 25, 26 et 27 du projet.

Observations générales

1. L'article 27, alinéa 1er, de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police dispose que

> "... les procédures de sélection pour les candidats ainsi que les formations, les stages et les procédures de nomination et d'avancement au sein de la gendarmerie, de la police judiciaire près les parquets ou au sein des corps de police communale qui sont en cours à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, sont poursuivis et menés conformément aux dispositions en vigueur le jour précédent l'entrée en vigueur de la présente loi.".

Quant à l'alinéa 5, 3°, de la même disposition, il habilite le Roi à déterminer, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres,

> "... le moment auquel les sélections, les formations, les stages, les procédures de nomination et de promotion visées à l' article 1er (lire "l'alinéa 1er") sont réputées être en cours.".

La question qui se pose est de savoir si, de la combinaison de ces deux alinéas, il est possible de considérer que ces différentes procédures puissent être réputées en cours après le 1er janvier 2001 alors qu'elles n'auraient pas été entamées avant cette date.

En effet, en vertu de l'article 27, alinéa 1er, de la loi précitée, sont seules prises en considération les procédures qui sont déjà en cours à la date de l'entrée en vigueur de cette loi.

Cette entrée en vigueur est, pour ce qui concerne l'article 27, alinéa 1er, précité, le 1er janvier 2001.

Il s'ensuit que seules peuvent être prises en considération les procédures entamées avant le 1er janvier 2001.

Or, il ne ressort pas clairement du projet que l'on se réfère uniquement à ces procédures. Pour plusieurs dispositions du projet, il est prévu que sont réputées en cours des procédures pour lesquelles les inscriptions sont intervenues avant le 1er avril 2001, ce qui pourrait laisser penser que ces procédures ont été entamées après le 1er janvier 2001 (1).

---

(1) Dans son avis du 14 décembre 2000, l'inspecteur des finances écrit :

"De façon assez surprenante, sont déclarées en cours au moment de l'entrée en vigueur de la loi (le 1er janvier 2001 d'après le projet en ma possession), des procédures de recrutement pour lesquelles les inscriptions peuvent être reçues jusqu'à un mois après cette date.

Cela me semble aller au-delà de l'habilitation qui prévoit que les procédures en cours au moment de l'entrée en vigueur sont poursuivies selon les dispositions anciennes. On pourrait à la limite admettre cette date d'inscription si un acte formel (ex.: publication d'un appel au candidat) avait eu lieu avant le 1er janvier 2001. Mais commencer une nouvelle procédure après cette date est inacceptable, tant d'un point de vue légal que d'opportunité.

La même remarque vaut pour les procédures d'avancement: il est normal que les agents engagés dans une procédure d'avancement au moment de l'entrée en vigueur de la loi puisse bénéficier de cet avancement avant que le nouveau statut entre en vigueur le 1er avril 2001. Mais il est anormal de poursuivre, pire, de lancer de nouvelles procédures à partir de cette date".

Il ressort des explications de l'officier délégué que tel est bien le cas notamment pour les recrutements au sein des polices communales. Ce qui signifie qu'après le 1er janvier 2001 et jusqu'au 1er avril 2001, il sera encore procédé à des recrutements sur la base des dispositions régissant le statut des membres de la police communale.

Compte tenu de la formulation de l'habilitation contenue dans l'article 27, alinéa 1er, de la loi du 27 décembre 2000, précitée, il semble que l'arrêté en projet ne peut concerner des procédures entamées après le 1er janvier 2001.

Quant à l'habilitation prévue à l'alinéa 5 du même article, elle ne confère pas au Roi le pouvoir de déroger à la règle de l'alinéa 1er mais de l'aménager en fonction des circonstances propres à chaque procédure.

L'arrêté en projet doit donc être revu sur ce point, afin de ne prendre en considération que les seules procédures antérieures au 1er janvier 2001.

2. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pour quelle raison objective le projet retient tantôt la date du 1er février 2001 et tantôt la date du 1er avril 2001 pour des procédures de sélection, suivant qu'elles concernent le corps opérationnel de la gendarmerie ou de la police communale.

Il ressort des explications de l'officier délégué que la date du 1er février 2001 a été imposée pour les recrutements dans la police fédérale car il était impératif de soumettre le plus rapidement possible ces recrutements à une procédure unique, compte tenu de la coexistence des procédures de recrutement pour la gendarmerie et pour la police judiciaire.

Par contre, pour les recrutements dans la police communale, la date du 1er avril 2001 est possible, ces recrutements étant organisés sur un modèle unique.

Il est cependant permis de se demander si, en procédant de la sorte, l'on rencontre l'objectif du législateur d'harmoniser les statuts des différents corps de la police fédérale, objectif qui devrait être atteint au 1er avril 2001.

L'article 27 de la loi du 27 décembre 2000, précitée, a surtout été conçu comme une disposition transitoire afin de sauvegarder la continuité des procédures en cours, et ainsi éviter de causer des préjudices aux agents concernés, et non pas comme une disposition permettant au Roi de prolonger dans le temps l'application des anciens régimes statutaires des différents agents composant aujourd'hui la police fédérale.

Observations particulières

Préambule

Le texte néerlandais de l'alinéa 8 doit être rédigé en tenant compte des observations formulées dans la version néerlandaise du présent avis.

Dispositif

Article 1er

Cette disposition du projet fait référence à des "directives ayant une portée générale réglementaire".

Le pouvoir d'adopter des règles de droit ne peut s'exercer que de la manière établie par la Constitution. Or, celle-ci ignore la technique des "directives". Les "directives" ou les circulaires administratives ne peuvent se concevoir que comme des mesures d'organisation interne d'une administration ou, le cas échéant, comme l'énoncé de la manière dont un pouvoir d'appréciation peut être exercé par une autorité à l'égard d'une autre, par exemple dans le cadre de la tutelle, ou, plus généralement, par une autorité à l'égard de tout administré.

En conséquence, ces termes doivent être omis de la disposition en projet.

Chapitre II - Les procédures en cours

Vu le bref délai qui lui a été imparti, il n'a pas été possible à la section de législation de vérifier l'exactitude des références faites aux différents textes réglementaires par les dispositions de ce chapitre.

Article 23

Cette disposition du projet aménage un régime transitoire pour le port de l'uniforme, les insignes et les autres moyens d'identification en faveur des anciens membres du personnel du corps opérationnel et de la catégorie de personnel de police spéciale de la gendarmerie, ainsi qu'en faveur des anciens membres du personnel de la police communale.

N'y aurait-il pas lieu de viser également les officiers et agents judiciaires, notamment pour ce qui concerne "les autres moyens d'identification" ?

Article 26

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas le fondement légal de cette disposition.

Article 27

Vu le bref délai qui lui a été imparti pour l'examen du projet, la section de législation n'a pas été en mesure de vérifier l'exactitude des références faites aux différents textes réglementaires par cette disposition du projet, ni de vérifier si le sort d'autres allocations ou indemnités aurait également dû être aménagé pendant cette période transitoire.

Toutefois, la lisibilité de ces dispositions n'est pas aisée. En principe, lorsque l'on réglemente par référence, il n'y a pas lieu d'indiquer les modifications que le texte auquel on se réfère a subies.

On procédera cependant de cette manière si l'on entend qu'un texte "référé" soit applicable tel qu'il existe au moment où la référence à ce texte intervient; l'on fige ainsi le texte référé de sorte que les modifications ultérieures apportées à ce même texte ne soient pas applicables (1).

L'intention de l'auteur du projet doit apparaître clairement.

---

(1) Voir en ce sens la recommandation de légistique 5.5 dans la circulaire de légistique formelle du Conseil d'Etat (http://www.raadvst-consetat.be).

Article 28

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle le projet prévoit une rétroactivité pour l'article 25 du projet.

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief aldus :

> "(Het verzoek om spoedbehandeling wordt gemotiveerd) door het feit dat op 1 januari 2001 de structuur van de nieuwe federale politie in werking werd gesteld en dat op 1 april 2001 de regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten in werking treedt; dat het bijgevolg vanaf 1 januari 2001 noodzakelijk is om de thans geldende rechtspositieregelingen te laten toepassen door de overheden, diensten en instanties van de nieuwe structuur; dat het tevens van belang is het ogenblik te bepalen waarop de verschillende procedures rechtsgeldig in uitvoering zijn gebracht om deze verder te kunnen zetten tijdens en na die overgangsperiode; dat de bevoegde overheden moeten gekend zijn om rechtsgeldig in deze overgangsperiode de vereiste schikkingen te kunnen treffen; dat, ingeval dit niet onmiddellijk geschiedt, er een juridisch vacuüm zou ontstaan inzake de rechtspositie van de betrokken personeelsleden en de continuïteit van de werking van de dienst gevaar zou lopen; dat deze ontwerp-tekst tevens voorziet in een overgangsregeling voor sommige wervingen met als spildatum 1 februari 2001; dat dit ontwerp ten slotte bepalingen omvat die de rechtsgeldigheid van het politie-optreden zonder verder uitstel moeten waarborgen ...".

*

* *

De Raad van State, afdeling wetgeving, beperkt zich overeenkomstig artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State tot het onderzoek van de rechtsgrond, van de bevoegdheid van de steller van de handeling alsmede van de vraag of aan de voorgeschreven vormvereisten is voldaan.

In verband met die drie punten behoren bij het ontwerp de volgende opmerkingen te worden gemaakt.

*
* *

I. Voorafgaande vormvereisten

1. Bij het dossier dat aan de Raad van State is overgezonden, is een protocol nr. 18 d.d. 5 juli 2000 over de onderhandelingen met de vakbonden van de politiediensten gevoegd.

Dat protocol heeft echter betrekking op verschillende regelgeving in verband met de rechtspositieregeling van de leden van de federale politie, maar betreft niet rechtstreeks het ontworpen besluit.

Toen de gemachtigde officier daarover om uitleg is gevraagd, heeft hij geantwoord dat protocol nr. 35 betreffende het ontworpen besluit nog niet door de verschillende betrokken vakorganisaties was ondertekend.

Op 14 februari 2001 is aan de Raad van State dan protocol nr. 35/1 d.d. 15 februari 2000 van het onderhandelingscomité voor de politiediensten overgezonden.

Bovendien heeft het ontwerp tot doel uitvoering te geven aan verschillende bepalingen van de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten. Over die bepalingen - namelijk de artikelen 13, 27, tweede en vijfde lid, en 53 van de genoemde wet - moet evenwel in de Ministerraad overleg worden gepleegd.

Het stuk over dat overleg bevond zich evenmin in het dossier toen het aan de Raad van State is overgezonden. Op 13 februari 2001 is het aan de auditeur-rapporteur bezorgd.

Wanneer de Raad van State binnen zo'n korte termijn advies moet uitbrengen, behoort de steller van het ontwerp ervoor te zorgen dat een volledig dossier aan de Raad van State wordt bezorgd.

II. Rechtsgrond

Voorafgaande opmerking

Binnen de korte termijn waarbinnen de Raad van State advies moest geven, was het niet mogelijk om uitleg te krijgen over de strekking van een aantal artikelen. Het gaat in het bijzonder om de artikelen 12, 14, 19, 21, § 1, tweede lid, 25, 26 en 27 van het ontwerp.

Algemene opmerkingen

1. Artikel 27, eerste lid, van de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten bepaalt :

> "(...) De selectieprocedures voor kandidaten alsmede de opleidingen, de stages en de benoemings- en bevorderingsprocedures in de rijkswacht, de gerechtelijke politie bij de parketten of in de gemeentelijke politiekorpsen die in uitvoering zijn op de datum van inwerkingtreding van deze wet worden voortgezet en afgehandeld overeenkomstig de van kracht zijnde bepalingen daags vóór de inwerkingtreding van deze wet.".

In het vijfde lid, 3°, van die bepaling wordt de Koning gemachtigd om, bij een in de Ministerraad overlegd besluit :

> "(...) het ogenblik (te bepalen) waarop de in het eerste lid bedoelde selecties, opleidingen, stages, benoemings- en bevorderingsprocedures in uitvoering worden geacht.".

De vraag rijst of uit die twee leden samen kan worden opgemaakt dat die verschillende procedures na 1 januari 2001 kunnen worden geacht te lopen, terwijl ze niet vóór die datum in gang zijn gezet.

Krachtens artikel 27, eerste lid, van de voornoemde wet worden immers alleen procedures die reeds op de dag van inwerkingtreding van deze wet in uitvoering zijn, in aanmerking genomen.

Wat het genoemde artikel 27, eerste lid, betreft, is die inwerkingtreding 1 januari 2001.

Daaruit volgt dat alleen procedures die vóór 1 januari 2001 in gang zijn gezet, in aanmerking mogen worden genomen.

Uit het ontwerp blijkt echter niet duidelijk of alleen naar die procedures wordt verwezen. Voor verschillende bepalingen van het ontwerp wordt voorgeschreven dat procedures waarvoor de inschrijvingen vóór 1 april 2001 plaatshebben, worden geacht te lopen, wat de indruk zou kunnen wekken dat die procedures na 1 januari 2001 in gang zijn gezet (1).

---

(1) In zijn advies van 14 december 2000 schrijft de inspecteur van financiën :

"De façon assez surprenante, sont déclarées en cours au moment de l'entrée en vigueur de la loi (le 1er janvier 2001 d'après le projet en ma possession), des procédures de recrutement pour lesquelles les inscriptions peuvent être reçues jusqu'à un mois après cette date.

Cela me semble aller au-delà de l'habilitation qui prévoit que les procédures en cours au moment de l'entrée en vigueur sont poursuivies selon les dispositions anciennes. On pourrait à la limite admettre cette date d'inscription si un acte formel (ex. : publication d'un appel au candidat) avait eu lieu avant le 1er janvier 2001. Mais commencer une nouvelle procédure après cette date est inacceptable, tant d'un point de vue légal que d'opportunité.

La même remarque vaut pour les procédures d'avancement 0: il est normal que les agents engagés dans une procédure d'avancement au moment de l'entrée en vigueur de la loi puisse bénéficier de cet avancement avant que le nouveau statut entre en vigueur le 1er avril 2001. Mais il est anormal de poursuivre, pire, de lancer de nouvelles procédures à partir de cette date".

Uit de uitleg van de gemachtigde officier blijkt dat dat wel degelijk het geval is, inzonderheid voor aanwervingen binnen de gemeentepolitie. Dat betekent dat er in de periode tussen 1 januari 2001 en 1 april 2001 nog aanwervingen zullen plaatsvinden op grond van de bepalingen die de rechtspositie van de leden van de gemeentepolitie regelen.

Gezien de wijze waarop de machtiging vervat in artikel 27, eerste lid, van de genoemde wet van 27 december 2000 is geformuleerd, lijkt het ontworpen besluit niet te kunnen zien op procedures die na 1 januari 2001 in gang zijn gezet.

De machtiging waarin het vijfde lid van hetzelfde artikel voorziet, verleent de Koning niet de bevoegdheid om af te wijken van het voorschrift van het eerste lid, maar alleen om dat voorschrift aan te passen aan omstandigheden die eigen zijn aan iedere procedure.

Het ontworpen besluit moet dus wat dat betreft worden herzien, zodat alleen de procedures van vóór 1 januari 2001 in aanmerking worden genomen.

2. Het is de Raad van State niet duidelijk om welke objectieve reden in het ontwerp, wat selectieprocedures betreft, de ene keer sprake is van 1 februari 2001 en de andere keer van 1 april 2001, naargelang het gaat om het operationeel korps van de rijkswacht of van de gemeente-politie.

Uit de uitleg van de gemachtigde officier blijkt dat de datum van 1 februari 2001 opgelegd is voor aanwervingen bij de federale politie, aangezien het absoluut nodig was die aanwervingen zo snel mogelijk volgens één en dezelfde procedure te laten verlopen, aangezien er twee aanwervingsprocedures naast elkaar bestonden, die van de rijkswacht en die van de gerechtelijke politie.

Voor aanwervingen bij de gemeentepolitie daarentegen is de datum van 1 april 2001 mogelijk, aangezien die aanwervingen volgens eenzelfde stramien verlopen.

De vraag rijst evenwel of met die werkwijze tegemoetgekomen wordt aan de doelstelling van de wetgever om het statuut van de verschillende korpsen van de federale politie te harmoniseren, een doelstelling die op 1 april 2001 verwezenlijkt zou moeten zijn.

Artikel 27 van de genoemde wet van 27 december 2000 is vooral bedoeld als overgangsbepaling om de continuïteit van de lopende procedures te bewaren, en aldus te voorkomen dat de betrokken personeelsleden nadeel zouden ondervinden, en niet als een bepaling die de Koning in staat stelt de vroegere rechtspositieregelingen van de verschillende personeelsleden die thans de federale politie vormen, langer van kracht te laten zijn.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

In het achtste lid zou geschreven moeten worden : " ... om deze voort te kunnen zetten ...; dat de bevoegde overheid bekend moet zijn ... de vereiste maatregelen te kunnen treffen.".

Dispositief

Artikel 1

In deze bepaling van het ontwerp wordt verwezen naar "richtlijnen met een algemeen reglementerende inhoud".

De bevoegdheid om rechtsregels uit te vaardigen mag alleen worden uitgeoefend op de wijze bepaald in de Grondwet. In de Grondwet staat er echter niets over het werken met "richtlijnen". "Richtlijnen" of administratieve circulaires zijn alleen denkbaar voor de interne organisatie van een overheidsdienst of, in voorkomend geval, om aan te geven hoe een overheid beoordelingsbevoegdheid kan uitoefenen ten aanzien van een andere overheid, bijvoorbeeld in het kader van het toezicht of, meer in het algemeen, hoe een overheid een beoordelingsbevoegdheid vermag uit te oefenen ten aanzien van een burger.

De genoemde woorden moeten bijgevolg vervallen in de ontworpen bepaling.

Hoofdstuk II - De lopende procedures

Binnen het korte tijdsbestek waarover de afdeling wetgeving beschikt, heeft zij niet kunnen nagaan of de verwijzingen in de bepalingen van dit hoofdstuk naar de verschillende regelgevingen, correct zijn.

Artikel 23

In deze bepaling van het ontwerp wordt voorzien in een overgangsregeling voor het dragen van het uniform, de kentekens en de andere middelen van identificatie ten behoeve van de vroegere personeelsleden van het operationeel korps en van de categorie bijzonder politiepersoneel van de rijkswacht, alsook ten behoeve van de vroegere leden van de gemeentepolitie.

Dienen niet ook de gerechtelijke officieren en agenten te worden vermeld, inzonderheid wat betreft de "andere middelen van identificatie" ?

Artikel 26

Het is de Raad van State niet duidelijk wat de rechtsgrond is van deze bepaling.

Artikel 27

Gezien de korte termijn waarover de afdeling wetgeving beschikt om het ontwerp te onderzoeken, heeft zij niet kunnen nagaan of de verwijzingen in deze bepaling van het ontwerp naar verschillende regelgevingen correct zijn, noch of er ook voor andere toelagen of vergoedingen bepaald had moeten worden wat daarmee tijdens die overgangsperiode zou geschieden.

Die bepalingen zijn evenwel moeilijk te lezen. Bij het stellen van regels door verwijzing, hoeven in principe niet de wijzigingen te worden aangegeven die zijn aangebracht in de bepalingen waarnaar verwezen wordt.

Dat dient wel te geschieden indien het de bedoeling is dat de bepaling waarnaar verwezen wordt, toepassing vindt gelijk zij geldt op het ogenblik van de verwijzing; op die manier wordt de tekst waarnaar verwezen wordt, vastgelegd, zodat latere wijzigingen van die bepaling niet van toepassing zijn (1).

De bedoeling van de steller van het ontwerp moet duidelijk worden weergegeven.

---

(1) Zie in die zin de wetgevingstechnische aanbeveling 5.5 van de circulaire wetgevingstechniek van de Raad van State (http://www.raadvst-consetat.be).

Artikel 28

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom het ontwerp voorziet in terugwerkende kracht voor artikel 25 van het ontwerp.

La chambre était composée de

Messieurs Y. KREINS, conseiller d'Etat, président,
de Heren staatsraad, voorzitter,

P. QUERTAINMONT, conseillers d'Etat,
P. VANDERNOOT, staatsraden,

Madame B. VIGNERON, greffier,
Mevrouw griffier.

Le rapport a été présenté par Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. Y. HOUYET, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIENARDY, conseiller d'Etat.

De kamer was samengesteld uit

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. P. VANDERNACHT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. Y. HOUYET, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIENARDY, staatsraad.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

B. VIGNERON

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

Y. KREINS